

Espaces et réseaux du Cap-Vert : la mondialisation d'un archipel

Michel Lesourd

Géographe, Professeur des Universités, UMR Cnrs 6266 IDEES (Equipe GéoSUDS)
Université de ROUEN (France)

Michel.Lesourd@univ-rouen.fr

La République du Cap-Vert est un petit Etat-archipel (4033 km², 530 000 hts), indépendant depuis 1975, qui se caractérise par l'importance de sa diaspora (750 000 émigrés), sa pauvreté (IDH 2012 : 0,586, 132^e mondial), une croissance fondée sur l'aide internationale et les transferts des émigrés alors que le secteur productif est modeste. Pays vulnérable dans la mondialisation économique, la « révolution » des TIC contribue à sa stabilité politique et sociale. En quarante années de mondialisation, qu'est devenu « l'archipel oublié » de l'empire portugais ? La jeune république du Cap-Vert a connu de profondes transformations de son système politique, de sa société de sa diaspora, de son économie. Les repères temporels de cette dynamique tiennent en quelques dates importantes, qui correspondent à des ruptures, des bifurcations et aussi des permanences.

1975 : Indépendance ;

1980 : rupture avec la Guinée Bissau et l'abandon du rêve de « deux pays, un parti » ;

1991 : triomphe du Mouvement pour la Démocratie (MpD) et décentralisation politico-administrative ;

2004 : lancement de la Société de l'information,

2005 : lancement de l'Université du Cap-Vert (UNI-CV),

2006 : mise en place d'une politique de développement touristique volontariste.

L'ouverture au monde de l'archipel du Cap-Vert se basera sur l'examen de trois « indicateurs » : les ruptures politiques et la mise en place d'une société de l'information ; la transnationalisation d'une société diasporique ; l'essor des services sociaux et économiques, avec les exemples, respectivement, de l'enseignement supérieur et de la politique touristique.

Ruptures et ouvertures politiques : du Parti-Etat à la Société de l'information politico-citoyenne.

Le Cap-Vert est devenu l'un des pays les plus démocratiques d'Afrique (classement Mo-Ibrahim 2013 : troisième, derrière Maurice et le Botswana). Il vit, depuis 1991, une *démocratie apaisée*, le « *convivio* », recherche exemplaire du « vivre ensemble » politique, et, depuis trois ans, en situation de cohabitation. Décentralisé en 22 Municipios, l'Etat-archipel a rompu avec la tradition de l'Etat « guide », et cette rupture renvoie à la capacité de la société civile à peser sur la dynamique des relations Etat-citoyen. L'Etat a promu les TIC, avec la création d'une agence paragon gouvernementale, le NOSI (Noyau Opérationnel pour la Société de l'Information), en charge de l'élaboration de réseaux et de services à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux entreprises et aux particuliers. Il a, en même temps, développé une e-gouvernance politique et citoyenne opérationnelle, une gestion moderne des territoires décentralisés, une e-administration plus proche du citoyen grâce à un « portail citoyen », et des aménagements et e-usages territoriaux citoyens, tel ce projet KONEKTA (2006) qui a consisté à équiper en WiFi gratuit les 30 places publiques des villes du pays.

Une société diasporique : d'une émigration de repli à la transnationalité cap-verdienne

La diaspora cap-verdienne est ancienne et péri-atlantique (Lesourd, 1996). D'abord migration de travailleurs pauvres, elle a été ensuite migration d'élites en désaccord avec les orientations politiques du parti unique. L'émigration a apporté au Cap-Vert la connaissance des « modèles » des pays développés. La révolution des TIC a fait son œuvre : le cap-verdien est un « migrant connecté », et la vie cyber-citoyenne des émigrés passe désormais par les réseaux sociaux. La « communication transnationale » avec les émigrés constitue un défi pour l'Etat, les administrations, la société tout entière. Avec internet, les familles ont retrouvé proximité et dynamisme. Les émigrés des « îles extérieures » connaissent mieux l'archipel et s'y intéressent davantage, notamment par les séjours de vacances. La transnationalité familiale touche particulièrement les classes moyennes supérieures du pays.

Enseignement supérieur et tourisme : les limites de la mondialisation

Au Cap-Vert, la mondialisation en marche s'exprime de bien des manières : présence d'une forte immigration chinoise, dynamique religieuse néo-protestante et sectaire, modes et comportements sociaux « nouveaux ». Deux thématiques ressortent particulièrement : socialement, la montée en puissance de l'enseignement supérieur, et économiquement, l'intégration du Cap-Vert dans l'économie touristique mondiale.

Le premier thème montre la toujours forte emprise du « modèle » portugais, qui demeure très présent dans l'archipel, qu'il s'agisse de l'université d'Etat (Uni-CV), malgré d'évidentes tentatives de multi-partenariat scientifique, ou celle du réseau coopératif des Universités Jean Piaget (Université Jean Piaget de Cabo Verde), moins ouverte à de nouveaux partenariats mondialisés, et qui joue plutôt une carte « régionale » macaronésienne.

À partir de 2006, une politique touristique audacieuse marque une vraie rupture, après la permanence d'une politique extrêmement prudente pendant la période 1980-2000. La réalisation d'infrastructures, qui porte à quatre le nombre

des aéroports internationaux de l'archipel, et des facilités offertes à de puissants investisseurs ont fait « décoller » le Cap-Vert comme destination touristique, puisque près de 350 000 touristes, venant principalement d'un nombre réduit de pays européens, ont fréquenté l'archipel en 2013 ! Pour autant, les retombées locales de ce tourisme étant très limitées, le « modèle » est fort critiqué.

Conclusion : des réseaux de la lutte anti-coloniale aux réseaux de la mondialisation

Les espaces du Cap-Vert dans le monde ont changé. Si le pays se revendique toujours comme « Africain », il est davantage tourné vers le monde entier, et plus que jamais l'Europe et les États-Unis d'Amérique, avec le Portugal comme permanence, ...et l'Angola comme « grand frère ». La diaspora demeure péri-atlantique, et ceci n'est pas sans conséquences diplomatiques. L'espace des affaires s'élargit, et le Cap-Vert est aussi devenu un pays d'immigration ! Les réseaux « historiques » (Alger, Cuba, Moscou) sont désactivés. Les circulations atlantiques, entre Europe, Brésil et USA se renforcent, de même que les réseaux diasporiques, surtout familiaux, mais mieux intégrés politiquement. Le cyberspace constitue un nouvel outil aussi « local » que « mondial », puisqu'il renforce l'intégration nationale par la e-gouvernance et la cyber-citoyenneté.